

Avis n° 03-891
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 22 juillet 2003
sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003062, n° 2003063 et n° 2003070
relatives à la modification du prix mensuel des abonnements téléphoniques

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L.36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 20 juin 2003 ;

Vu les éléments d'informations complémentaires fournis par France Télécom le 10 juillet 2003 ;

Après en avoir délibéré le 22 juillet 2003 ;

1. L'Objet des décisions tarifaires

1.1 la décision tarifaire n° 2003062

France Télécom envisage une modification du prix de l'abonnement téléphonique de base (dit abonnement Principal) et de la réduction tarifaire sur le montant de l'abonnement pour certaines catégories de personnes, en métropole et dans les départements et territoires d'Outre-mer.

Cette décision tarifaire se traduit en métropole par :

- une hausse du prix de l'abonnement Principal de 2,3% soit 0,25 € hors taxes, dont le montant passerait de 10,87 € hors taxes (13 € toutes taxes comprises) à 11,12 € hors taxes (13,30 € toutes taxes comprises) par mois ;
- une adaptation des réductions tarifaires pour les personnes qui bénéficient de certains tarifs sociaux et désignées à l'article R.20-34 du code des postes et télécommunications, dont le montant passerait de 5,02 € hors taxes (6 € toutes taxes comprises) à 5,14 € hors taxes (6,15 € toutes taxes comprises) par mois.

1.2 la décision tarifaire n° 2003063

France Télécom propose une modification du prix des abonnements aux contrats Professionnel, Professionnel Présence et Professionnel Numéris.

Cette décision tarifaire se traduit en métropole par :

- une hausse de 0,30 € hors taxes du prix des abonnements aux contrats Professionnel (soit 2,3%) dont le montant passerait de 13,10 € hors taxes à 13,40 € hors taxes par mois ;
- une hausse de 0,40 € hors taxes du prix des abonnements Professionnel Présence (soit 2,4%) dont le montant passerait de 16,80 € hors taxes à 17,20 € hors taxes par mois ;
- une hausse de 0,40 € hors taxes du prix par canal B des abonnements Professionnel Numéris (soit 2,4%), dont le montant passerait de 16,80 € hors taxes à 17,20 € hors taxes par mois.

1.3 la décision tarifaire n° 2003070

France Télécom propose une modification du prix des abonnements aux contrats Numéris Itoo.

Cette décision tarifaire se traduit en métropole par une hausse de 0,42 € hors taxes du prix des abonnements aux contrats Numéris Duo (soit 2%) dont le montant passerait de 21,32 € hors taxes (25,50 € toutes taxes comprises) à 21,74 € hors taxes (26,00 € toutes taxes comprises).

2. L'analyse de l'Autorité

2.1 L'effet sur les consommateurs

L'augmentation du prix des abonnements de 2,3% en moyenne et pour les clients résidentiels est un peu supérieure à l'évolution sur un an de l'indice des prix à la consommation (évolution mesurée en moyenne glissante 12 mois entre le mois de mai 2003 et le mois de mai 2002 pour l'indice hors tabac).

S'agissant des effets nets pour les consommateurs, ils représentent, selon les informations fournies par France Télécom, une hausse moyenne de 1 % de la facture des clients résidentiels.

S'agissant des abonnés de Guyane, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Mayotte et des îles du Nord de la Guadeloupe, cette mesure se traduit par :

- une hausse du prix de l'abonnement Principal de 14,3% soit 1,39 € TTC, dont le montant passerait de 9,73 € TTC à 11,12 € TTC par mois ;
- une hausse de 1,45 € TTC du prix des abonnements aux contrats Professionnel (soit 12,1%) dont le montant passerait de 111,95 € TTC à 13,40 € TTC par mois ;
- une hausse de 0,40 € TTC du prix des abonnements Professionnel Présence (soit 2,4%) dont le montant passerait de 16,80 € TTC à 17,20 € TTC par mois ;
- une hausse de 0,40 € hors taxes du prix par canal B des abonnements Professionnel Numéris (soit 2,4%), dont le montant passerait de 16,80 € TTC à 17,20 € TTC par mois.

Le prix des abonnements Principal et celui correspondant au contrat Professionnel, étaient jusqu'à présent tarifés à des niveaux inférieurs à ceux appliqués en métropole, à la Réunion et aux Antilles. France Télécom souhaite désormais appliquer le même niveau de prix hors taxes en métropole et dans les départements et collectivités d'Outre-mer, sans exclusivité particulière.

Si l'Autorité n'est pas opposée à une telle normalisation, elle s'interroge sur l'ampleur de la hausse tarifaire en valeur (+1,39 €), et sur l'effet sur le montant moyen de la facture. En s'appuyant sur les éléments fournis par France Télécom concernant la facture de l'ensemble des ménages, l'Autorité estime à environ 7% en moyenne la hausse de la facture des ménages de ces départements et collectivités d'Outre-mer.

2.2 L'effet sur les bénéficiaires des tarifs sociaux

Pour ces personnes, France Télécom ajuste le montant de l'abonnement dans les mêmes proportions que l'abonnement Principal. Au total, l'augmentation pour ces catégories de personnes est une hausse de 2,1%, soit 0,13 € hors taxes (0,15 € toutes taxes comprises) par mois.

2.3 Les coûts de France Télécom

L'Autorité observe que les comptes d'exploitation prévisionnels présentés par France Télécom pour l'accès commuté par les lignes analogiques et pour l'accès commuté par les lignes Numéris, basés sur des coûts historiques, font apparaître :

- un résultat d'exploitation négatif dans le cas de l'accès analogique ;
- un résultat d'exploitation positif dans le cas de l'accès ligne Numéris, à l'exception de l'offre Numéris Itoo.

S'agissant de l'accès analogique, le fait que le compte d'exploitation fasse apparaître un résultat négatif n'est pas en soi de nature à justifier une hausse du prix de l'abonnement ; en effet, ce compte est établi sur l'ensemble des lignes téléphoniques, alors qu'un prix d'abonnement équilibré devrait être établi par référence au coût moyen des lignes correspondant aux zones de concurrence potentielle.

L'Autorité a donc complété son analyse par une revue des tarifs de l'abonnement dans les principaux pays de référence de l'Union européenne.

2.4 Comparaisons internationales

Le tableau ci-après restitue les prix pratiqués par les principaux opérateurs de pays membres de l'Union européenne (l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède) :

Prix en euros hors taxes par mois	France	Allemagne	Danemark	Espagne	Italie	Pays-Bas	Royaume Uni	Suède	Moyenne
	France Télécom	DT	Tele Danmark	Telefonica	TI	KPN	BT	Telia	
Résidentiels	10,87	11,82	12,82	12,62	12,14	14,44	12,06	10,95	12,41
Professionnels	15,57 (i)	15,90	12,82	12,62	15,20	16,46	19,60	12,71	15,04
Ratio Pro/Res	1,43	1,35	1,00	1,00	1,25	1,14	1,63	1,16	1,21

(i) : moyenne pondérée des tarifs pour les professionnels

Il en ressort que :

- sur le marché des résidentiels, le tarif de France Télécom figure parmi les moins chers des opérateurs européens, et est inférieur à la moyenne européenne des pays étudiés ; la hausse envisagée, de 2,3%, ne remet pas en cause ce constat ;
- sur le marché des professionnels, les tarifs de France Télécom sont supérieurs à la moyenne des opérateurs européens.

3. Conclusion

Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'Autorité :

- se prononce favorablement en partie sur la décision tarifaire n° 2003062 relative à une modification du prix de l'abonnement téléphonique de base, à l'exception des mesures proposées pour la Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte et dans les îles du Nord de la Guadeloupe, au regard notamment de l'ampleur de la hausse du prix de l'abonnement et des effets sur la facture des ménages résultants dans ces départements et collectivités d'Outre-mer, notamment pour ceux qui consomment peu en communications téléphoniques. L'Autorité serait favorable à un rattrapage progressif du niveau de prix métropolitain, par exemple en trois ans ;

- se prononce favorablement en partie sur la décision tarifaire n° 2003063 relative à la modification du prix des abonnements aux contrats Professionnel, Professionnel Présence et Professionnel Numéris à l'exception :

- des mesures proposées pour la modification du prix mensuel des contrats Professionnel en Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte et dans les îles du Nord de la Guadeloupe, au regard notamment de l'ampleur de la hausse tarifaire ;
- de la modification du prix de l'abonnement mensuel au Contrat Professionnel Numéris ; en effet, il ne lui apparaît pas, sur la base des comptes présentés par France Télécom, que les coûts encourus justifient une hausse pour cette catégorie de lignes ; ce constat est corroboré par les comparaisons internationales portant sur les tarifs pour les professionnels.

- émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2003070 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 juillet 2003

Le Président

Paul Champsaur